

## Métropole | Bordeaux Métropole : Communauté d'Avenir trace les grandes lignes



Ce mercredi 5 février, le parti majoritaire de Bordeaux Métropole, Communauté d'Avenir (droite et centre) a présenté 23 têtes de listes pour occuper les sièges de la future majorité métropolitaine à l'issue des municipales. En une vingtaine d'actions, ils ont décliné un programme commun autour de quatre thématiques, dont l'écologie se taille une part de choix. Un peu plus d'un mois avant le premier tour, cette sortie, censée afficher des troupes motivées (14 noms sont déjà élus sur les 23), a en tout cas permis de faire émerger le visage d'une métropole attractive qui compte bien le rester. On vous donne l'essentiel des idées mises sur la table.

"C'est le même combat d'idées et de convictions, je ne fais pratiquement pas la différence", a affirmé ce mercredi le maire du Bouscat et président de Bordeaux Métropole Patrick Bobet. Candidat à sa propre succession dans sa mairie, il était bien entouré puisqu'une conférence de presse a été l'occasion de présenter les 23 têtes de listes du groupe Communauté d'Avenir (droite et centre) au sein de Bordeaux Métropole, un peu plus d'un mois avant le premier tour du scrutin des municipales des 15 et 22 mars prochains. L'heure était donc au rassemblement pour les quatorze maires sortants, même s'il manquait au casting plusieurs têtes connues : aucun accord trouvé à Bruges et Mérignac, aucun candidat émergeant à Saint-Louis de Montferrand et un soutien "sans investiture officielle" à Floirac et Bègles. Les maires respectives d'Artigues-près-Bordeaux et du Taillan-Médoc, Anne-Lise Jacquet et Agnès Versepuy, en étaient les deux seules figures féminines, la première ayant reconnu qu'il y avait "une marge de progression à avoir".

Pas de présence non plus d'Alain Turby, maire de Carbon-Blanc, qui figure dans la liste Communauté d'Avenir mais aussi dans le groupe Renouveau Bordeaux (mené par Thomas Cazenave, candidat LREM à Bordeaux). Interrogé sur le contexte contraint dans lequel sont présentées ces têtes de liste, Patrick Bobet assume prendre les devants sur les résultats du prochain scrutin : "on préférerait faire ça avant que la campagne municipale ne soit à son paroxysme de manière à démontrer qu'il y a deux niveaux de réflexion : ce qu'on fait ensemble pour la métropole et ce qu'on fait chacun dans nos villes".

### À fond sur l'environnement

Après le climat politique, parlons du climat tout court. Du côté des idées défendues, Communauté d'Avenir, après

plusieurs réunions en groupe de travail effectives depuis le mois de mai dernier, a décidé de tabler sur une vingtaine de propositions communes dont l'objectif affiché est de "renforcer l'équilibre entre notre attractivité et notre qualité de vie (...) dans un développement mutuel et équilibré". Le tout se décline en quatre axes : "vivre", "habiter", "travailler" et "se déplacer". La première de ces vingt mesures est environnementale, un choix délibéré pour Patrick Bobet : "c'est tellement naturel. Est-ce qu'on peut aujourd'hui proposer un programme sans penser au défi climatique ? Il faut en tenir compte et faire des propositions volontaires et rapides à mettre en place". Cette ambition passe notamment par l'obtention du label "territoire engagé pour la nature" auquel Bordeaux Métropole compte candidater. C'est derrière cette thématique "vivre" qu'on retrouve d'ailleurs l'essentiel des propositions "vertes" : "amélioration de la qualité de l'air et de la qualité alimentaire, développement accéléré de l'isolation thermique, îlots de fraîcheur dans les quartiers ou encore implantation de... micro-forêts urbaines, une idée que l'on a notamment retrouvée dans le programme du candidat écologiste/gauche à Bordeaux, Pierre Hurmic, ce qui ne gêne en rien le maire du Bouscat. "Ce n'est pas le concours Lépine des innovations, on est prêt à prendre aussi les choses qu'apportent nos concurrents si elles ont fait leurs preuves. On ne se copie pas et si on le fait, c'est qu'on pense que c'est dans l'intérêt général. Toutes les idées seront bonnes à prendre", a notamment affirmé ce dernier.

L'accélération de la transition énergétique sur la métropole figure aussi en bonne place des priorités, en plus d'un "grand plan" dédié à l'énergie solaire. Sur ce point, le président de la métropole évoque "des structures bois dans l'habitat, une plus grande part consacrée au paysage dans le coût des nouveaux projets immobiliers (supérieure à 5% alors qu'elle se situe aujourd'hui entre 0,8 et 1%), le développement des matériaux biosourcés et/ou recyclés dans le bâtiment" mais aussi une "contrepartie aux habitants, afin que le développement immobilier ne soit pas vécu comme un appauvrissement. Ça pourrait être un critère de financement qui servirait à financer des équipements et de nouveaux services aux habitants". L'écologie urbaine se veut insistante : en plus des mesures précédemment citées, on trouve le souhait d'une "neutralité carbone" et, un peu plus flous mais quand même là, d'un "coefficient de biotope" et d'une "surface en pleine terre supérieure à 50%". L'actuel maire de Bordeaux, dans sa propre campagne, a opéré une promesse ambitieuse : celle de réduire à zéro les déchets enfouis et incinérés à Bordeaux à l'horizon 2026. À entendre Patrick Bobet, "l'objectif est partagé, même si nous, on ne met pas de date".

## Une économie ciblée

Pour ce qui est du volet économique, la promesse reste la même que lors des vœux de début d'année : 100 000 emplois d'ici 2030, avec une "prospection ciblée et l'accueil de nouvelles entreprises, des emplois durables dans des filières d'excellence (sont citées l'énergie, le numérique, la santé ou le laser) et rapprocher les lieux de vies et d'activité". Interrogé sur l'identité que Bordeaux Métropole souhaitait donner à ces nouvelles perspectives économiques, le maire de Bordeaux Nicolas Florian en cite plusieurs : "je pense notamment à un pôle dédié à l'image ou à l'intelligence artificielle autour d'Ubisoft ou de OnePoint, par exemple. Face au défi climatique, il y a aussi de vraies innovations et expérimentations dans les éoliennes urbaines, pour lesquelles Bordeaux sera une terre d'accueil, mais aussi la biométhanisation, les énergies renouvelables (notamment le solaire), les puits de carbone et l'hydrogène. Avec le développement de tous ces métiers verts, on peut créer une nouvelle filière".

## Duo stratégique

L'urbanisme et les mobilités, deux gros morceaux de la précédente mandature et, à n'en pas douter, de celle à venir, étaient eux aussi présents à l'appel. On a pu relever plusieurs axes principaux : construire 5000 nouveaux logements étudiants (Innocampus en assumerait une vaste part) et 5000 logements "abordables" (dont les logements sociaux représentant 22,3% du parc métropolitain) à moins de 3000 euros du mètre carré, sur six ans; ou encore signer un "contrat de développement" par an entre la métropole et le territoire extra-métropolitain à l'image de ce qui a été fait avec des communes néo-aquitaines comme Limoges en juillet, pourquoi pas avec l'ouverture d'un fonds spécifique qui leur serait dédié et une vice-présidence pour le gérer. Les deux dernières mesures, non moins importantes, sont ciblées sur l'environnement et le social. Les élus de la majorité métropolitaine ont ainsi cité le développement d'une "mixité d'usage", autrement dit un boost sensible du "foncier solidaire" ou encore de l'habitat participatif, sans doute aidé par l'adhésion tardive à l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine.

Les transports, enfin, ont multiplié les perspectives. Alors qu'une tarification solidaire basée sur le quotient familial, après de multiples retards, devrait être mise en place pour la rentrée de septembre, les élus et candidats abordent déjà "de nouveaux franchissements sur la Garonne". La précédente mandature aura été celle du tram et du BHNS, la suivante pourrait être celle des ponts ou prendre la voie des airs, que cela passe par la création d'un nouveau pont en aval du pont Chaban-Delmas ou par l'étude d'un téléphérique reliant la rive droite à Bordeaux-Nord, sans compter la rénovation du pont de pierre, l'amélioration du pont Saint-Jean et le chantier retardé du pont Simone Veil censé redémarrer à l'automne ... Pour fluidifier la circulation de la rocade, un péage et des aires de stationnement aux heures de pointe pour les poids lourds se partagent la vedette avec la création d'une quatrième voie, notamment dédiée au co-voiturage et aux transports en commun. Le vélo, lui, se dote d'un souhait d'offre "globale" : augmentation des itinéraires spécifiques, sécurisation des pistes, multiplication des garages ou encore hausse de la prime d'achat aux vélos électriques. Le RER métropolitain, sur lequel la collectivité semble déjà au travail, s'est aussi auguré en trois phases : Libourne-Arcachon, Saint-Mariens-Langon et enfin Macau-Gare Saint-Jean. La prochaine délégation de service public, qui entrera en débat en 2021 pour une application effective début 2023, devrait permettre d'y voir plus clair, y compris sur le verdissement du réseau TBM. La volonté du groupe était en tout cas d'afficher l'union face à des sondages nationaux percevant la montée des écologistes. Et peu importe si le casting n'est pas vraiment au complet : "on peut très bien s'entendre sans avoir d'investiture officielle. Cela dit, ces projets sont portés par tous, aucun ne tombera à l'eau". C'est aux urnes qu'il faudra désormais poser la question.



Romain Béteille

*Crédit Photo : RB*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 05/02/2020*

*[Url de cet article](#)*